

ENTRETIEN

*25 à 30% des raffineries pourraient fermer
dans l'Union européenne dans les 20 prochaines années,*

déclare au **PGA** Francis Duseux,
président de l'UFIP

- ▶ A court terme, le **prix d'équilibre du pétrole** pourrait être de \$50-60/b
- ▶ Le **recul des investissements** des compagnies pétrolières aurait été plus fort sans les bons résultats de l'aval
- ▶ **COP21** : ma crainte est que l'**Union européenne** ne soit la seule à prendre des mesures d'envergure
- ▶ Le monde aura besoin pendant longtemps des **hydrocarbures**
- ▶ La **compétitivité de notre économie** est également un sujet fondamental

(Ci-dessous le texte d'une interview avec M. Francis Duseux, président de l'**Union Française des Industries Pétrolières - UFIP**, www.ufip.fr; cet entretien a eu lieu le 23 juillet au siège de l'UFIP à Paris. Voir un bref CV de M. Duseux page suivante).

Pétrole et Gaz Arabes (PGA) : Comment les prix du pétrole pourraient-ils évoluer à l'avenir ?

■ **Francis Duseux** : L'absence de réaction de l'**OPEP** lors de sa réunion de juin 2015 est très surprenante et a une influence baissière sur les marchés. Certains évoquent une stratégie axée sur la défense des parts de marché et une tentative de faire baisser la production de pétrole de schiste aux États-Unis. Cependant, la production pétrolière américaine n'a pas diminué à ce jour. La chute des prix aura un impact négatif sur les décisions d'investissement mais n'a pas pénalisé l'exploitation des champs en production. L'excédent de l'offre pétrolière mondiale sur la demande pourrait être de l'ordre de 2 millions de barils par jour.

De plus, les coûts marginaux de production vont baisser du fait des efforts de rationalisation, des progrès techniques et des pressions qui s'exercent sur les sociétés de services pétroliers. Le prix d'équilibre pourrait être de l'ordre de \$50-60 par baril. Cela ne signifie pas que les cours ne remonteront pas d'ici peut-être 12 ou 18 mois environ mais un retour vers des niveaux de \$100-110/b n'est pas pour demain. C'est plus une optique de moyen terme, peut-être après 2020.



Source : UFIP.

PGA : *L'accord sur le programme nucléaire de l'Iran va encore compliquer la donne.*

■ **F.D. :** La levée des sanctions ne devrait pas intervenir avant le début 2016 mais l'impact est d'ores et déjà baissier. L'Iran pourrait augmenter sa production pétrolière de près de 1 million de barils par jour sans doute mais des investissements seront nécessaires. Cela dit, on ne peut exclure des tensions encore plus fortes au Moyen-Orient qui pousseraient les prix à la hausse mais ces aspects géopolitiques sont par nature imprévisibles.

Un autre élément à prendre en compte est l'impact social et politique des bas prix du pétrole dans plusieurs pays producteurs tels que le Venezuela, le Nigeria, l'Angola, la Libye, voire la Russie. Si la situation perdurait, cela pourrait être explosif, ce qui pousserait à la recherche d'un compromis au sein de l'OPEP et faciliterait une réduction de sa production, peut-être en accord avec certains pays non-OPEP.

PGA : *La chute des prix du brut a et aura un impact négatif sur les investissements de l'industrie pétrolière, ce qui contribuera au rééquilibrage de l'offre et de la demande.*

■ **F.D. :** La baisse des investissements des grands groupes pétroliers en 2015 sera très significative et les conséquences sur l'offre seront bien réelles. Mais on est ici dans une perspective de moyen terme, de l'ordre de cinq ans, et pas de court terme. Le recul des investissements aurait d'ailleurs été plus fort si l'aval ne générait pas de bons résultats. Les marges dans le raffinage et la pétrochimie ont sensiblement progressé et la situation est correcte dans le secteur de la distribution.

> Francis Duseux

Président de l'UFIP

Lors de sa réunion du 19 novembre 2014, le Conseil d'administration de l'**Union française des industries pétrolières** (UFIP) a élu Francis Duseux à sa présidence à compter du 1er janvier 2015.

Francis Duseux est ingénieur diplômé de l'**Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Paris** et de l'**Ecole Nationale Supérieure du Pétrole et des Moteurs** (ENSPM). Il a effectué toute sa carrière au sein du groupe **ExxonMobil** où il a occupé différents postes de direction dans les domaines du raffinage, des approvisionnements, de la logistique et de la distribution aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Belgique et en France.

Directeur "Distribution et Pipelines" pour l'Europe en 2003, il a été nommé président-directeur général de **Esso SAF** en 2006, en charge également de toutes les filiales françaises d'ExxonMobil, tout en conservant ses fonctions pour l'Europe, responsabilités qu'il a exercées jusqu'en juin 2014.

Francis Duseux succède à Jean-Louis Schilansky qui présidait le syndicat professionnel du pétrole depuis juin 2008, après en avoir été le délégué général de 2001 à 2008.

A propos de l'UFIP

L'Union française des industries pétrolières (UFIP) est un syndicat professionnel qui rassemble les entreprises exerçant en France une activité dans l'un des trois grands secteurs de l'industrie pétrolière : exploration et production de pétrole et de gaz naturel, raffinage et distribution. Du "puits à la pompe", l'UFIP représente et exprime les points de vue professionnels et industriels de près de dix-neuf entreprises, membres actifs, et vingt entreprises, membres associés.

Source : UFIP, décembre 2014.

PGA : *Les bas prix du pétrole pourraient aussi relancer la demande.*

■ **F.D. :** On en voit effectivement déjà des signes pour la consommation de carburants aux États-Unis. En Europe occidentale, il n'en va pas de même du fait du poids des taxes. L'impact sur la demande pourrait être significatif dans des pays émergents et en développement.

À court terme, il faut également tenir compte de l'importance des stocks pétroliers qui sont à un niveau record dans les pays de l'OCDE. Avec des stocks aussi considérables, les prix pourraient être encore plus bas et on ne peut pas exclure un recul au cours de ce trimestre.

PGA : *Paris accueillera le **sommet de la COP21** en fin d'année. Quel pourrait être l'impact de cette réunion sur les hydrocarbures ?*

■ **F.D. :** La prise de conscience sur le changement climatique est très forte mais il me semble qu'il sera très difficile d'arriver à un accord mondial. Or c'est la condition d'un accord efficace sinon on défavorisera certains pays, certaines régions et certaines industries. Le président Barack Obama est favorable à ce que les **États-Unis** apportent leur contribution à la lutte contre le changement climatique mais le Congrès sera nettement plus difficile à convaincre. Ma crainte est que l'**Union européenne**, dans sa volonté d'exemplarité, ne soit la seule à prendre des mesures d'envergure, ce qui imposera encore davantage de contraintes à ses industries engagées dans une concurrence internationale redoutable.

Nous voulons aussi souligner que le monde aura besoin pendant longtemps des hydrocarbures. Le gaz naturel, qui est une énergie d'avenir, notamment pour la production d'électricité, verrait sa consommation augmenter de 60% d'ici à 2040 et, pour le pétrole, la hausse serait de 30%. Selon les **Nations unies**, la population mondiale pourrait passer de 7,2 milliards de personnes en 2013 à 9,6 milliards en 2050 et cela entraînera inévitablement une hausse significative de la consommation d'énergie. L'accroissement du niveau de vie moyen dans les pays émergents et en développement va dans le même sens.

PGA : *La France veut mettre en place une **taxe carbone** de 100 euros par tonne à terme.*

■ **F.D. :** La lutte contre le changement climatique est un objectif légitime mais il faut penser aux conséquences en termes d'activité industrielle et d'emploi. La compétitivité de notre économie est également un sujet fondamental. Il faut des arbitrages raisonnés et cela suppose de tenter de chiffrer les impacts économiques et sociaux des mesures envisagées avant de les adopter.

PGA : *Comment pourrait évoluer la **consommation française de carburants**, selon l'UFIP ?*

■ **F.D. :** Nous pensons qu'elle pourrait baisser de 30% environ pour les véhicules légers d'ici à 2030 en raison de la montée en puissance des voitures hybrides, de l'évolution des normes et de la poursuite des progrès technologiques. Nous estimons que le développement des véhicules électriques sera modeste du fait de leur surcoût et des problèmes d'autonomie. Pour l'Union européenne, les hybrides pourraient représenter la moitié des ventes annuelles dans une vingtaine d'années.

PGA : *Cette baisse attendue de la consommation n'est pas une bonne nouvelle pour les raffineurs français.*

■ **F.D.** : Cela représenterait une baisse de l'ordre de 8 millions de tonnes par an.

PGA : *La consommation française de produits pétroliers ne dépassait pas 74 millions de tonnes en 2014, son niveau le plus bas depuis 1985 et un volume en baisse constante depuis 2005. Elle devrait continuer à baisser également.*

■ **F.D.** : Sans aucun doute. En plus de la baisse escomptée pour les carburants, les ventes de fioul devraient continuer leur déclin. Cela va dans le sens de ce que souhaitent les pouvoirs publics.

PGA : *La part du gazole dans la consommation française de carburants routiers était de 81,3% sur les douze derniers mois. Mais la volonté affichée par les autorités de rééquilibrer progressivement la taxation du gazole et de l'essence va remettre en cause cette domination écrasante du gazole.*

■ **F.D.** : La différence de taxation entre l'essence et le gazole n'est pas propre à la France. On la retrouve dans les grands pays européens à l'exception du Royaume-Uni. En France, nous avons dû importer environ 20 millions de tonnes de gazole l'an dernier, soit la moitié de notre consommation nationale de 40 millions de tonnes en 2014.

Nous pensons que nous allons effectivement vers un rééquilibrage entre l'essence et le gazole en raison du relèvement des taxes, des normes Euro 6 et de la décision des constructeurs automobiles de ne plus proposer des modèles diesel pour les petites voitures.

PGA : *La marge de raffinage en Europe était en moyenne de 22 euros par tonne en 2014, contre une moyenne de 20 euros par tonne sur 2009-2013. Par contre, cette année, la situation est bien meilleure.*

■ **F.D.** : Cette marge était en moyenne de 50 euros par tonne sur le premier semestre 2015. Cela constitue une surprise au regard de la poursuite de la baisse de la demande pétrolière en Europe. La chute des prix du pétrole entraîne une baisse des coûts d'exploitation des raffineries puisque le combustible représente 40% des coûts du raffinage. De plus, la demande d'essence reste ferme au niveau mondial, ce qui soutient les prix des produits raffinés.

Cette bonne tenue des marges ne devrait malheureusement pas être durable car la demande pétrolière en Europe reste orientée à la baisse et les surcapacités de raffinage demeurent.

PGA : *Selon l'UFIP, le nombre de raffineries en activité dans l'Union européenne était de 101 en 2007 et de 79 en 2014. Mais la crise du raffinage européen n'est pas achevée.*

■ **F.D.** : Elle est en effet loin d'être terminée. 25 à 30% des raffineries pourraient fermer dans l'Union européenne dans les 20 ans qui viennent. Outre la poursuite de la baisse de la demande, il faut prendre en compte la concurrence croissante des raffineries aux États-Unis, dont l'industrie a beaucoup regagné en compétitivité au cours des dernières années, ainsi que



Source : UFIP.

celle de raffineries très modernes et à grande capacité au Moyen-Orient et en Asie. Les raffineries européennes sont donc sous très forte pression.

L'Union européenne considère le raffinage comme une industrie stratégique. Nous devrions donc conserver un outil de raffinage pour des raisons de sécurité d'approvisionnement mais celui-ci sera redimensionné en fonction d'une consommation plus faible.

PGA : *Et pour la France ?*

■ **F.D. :** Dans le long terme, nos capacités de raffinage pourraient se stabiliser vers 60 millions de tonnes par an.

PGA : *Le taux d'utilisation des capacités de raffinage en France était de 79% en 2014. Où en est-on pour 2015 ?*

■ **F.D. :** Avec l'amélioration des marges de raffinage, les taux d'utilisation sont remontés à 85% en moyenne sur les cinq premiers mois de 2015. Un taux d'utilisation inférieur à 80% est beaucoup trop bas. Il faudrait au moins 90% dans une industrie lourde telle que la nôtre.

PGA : *L'UFIP dénonce un blocage dans l'attribution des permis d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures conventionnels en France. Aucun permis de recherche n'a été octroyé en 2014 et, au 1^{er} janvier 2015, 162 demandes de permis de recherche étaient bloquées. Est-ce un blocage délibéré ?*

■ **F.D. :** Il y a clairement une volonté de freiner l'attribution des permis et la raison affichée est la crainte que les compagnies concernées ne contournent la loi française sur l'interdiction de la fracturation hydraulique alors même que les opérateurs qui formulent ces demandes démontrent qu'ils sont uniquement intéressés par l'exploration de pétrole ou de gaz conventionnels. Le risque, c'est que cette attitude entraîne le départ de plusieurs compagnies qui se détourneront de l'exploration en France. Au regard de l'importance de nos importations de brut et de gaz naturel, tout ce qui pourrait venir réduire cette facture serait pourtant le bienvenu pour notre pays.

PGA : *Suite à vos rencontres avec les autorités compétentes, avez-vous reçu des assurances quant à une amélioration de la situation ?*

■ **F.D. :** On nous a indiqué que la situation allait s'améliorer progressivement.

PGA : *Pensez-vous que ces engagements seront tenus ?*

■ **F.D. :** Nous sommes raisonnablement optimistes sur la mise en œuvre de ce déblocage.

PGA : *L'UFIP entend-elle accroître son effort de promotion et de lobbying en faveur des hydrocarbures non conventionnels en France ?*

■ **F.D. :** Nos opérateurs respectent, bien entendu, la loi de 2011 sur l'interdiction du recours à la fracturation hydraulique mais nous souhaitons que la loi soit appliquée dans son intégralité, ce qui n'est pas le cas. La commission de suivi et d'orientation n'a jamais été mise en œuvre. Nous avons un potentiel significatif en matière d'hydrocarbures non conventionnels en

France et il serait très dommage de ne pas réaliser un inventaire des ressources de notre territoire. Celui-ci pourrait être confié à un organisme public et indépendant tel que le **BRGM**.

Il est important pour l'avenir de ne pas négliger le potentiel français en exploration-production. On oublie trop souvent ce qu'a été la contribution économique du gisement gazier de **Lacq** à notre pays. On oublie également que notre production de pétrole était de l'ordre de 3 millions de tonnes par an il n'y a pas si longtemps.

PGA : *Vous n'allez donc pas essayer d'obtenir une modification de la loi de 2011 ?*

■ **F.D.** : Ce n'est pas notre priorité actuellement. Nous avons d'autres sujets plus urgents, notamment celui des permis de recherche pour les hydrocarbures conventionnels. En revanche, en vue des prochaines échéances électorales nationales, il sera utile d'interroger les candidats sur leurs opinions concernant le pétrole et le gaz non conventionnels.

PGA : *L'UFIP a souligné à plusieurs reprises que la **politique énergétique française** ne prenait pas suffisamment en compte les hydrocarbures.*

■ **F.D.** : Nous le regrettons effectivement. Les combustibles fossiles resteront nécessaires et importants pendant longtemps. Selon les dernières projections de l'**Agence Internationale de l'Energie**, leur part dans la consommation énergétique mondiale serait encore de l'ordre de 75% en 2040. L'industrie pétrolière reste et restera longtemps un acteur important et il ne faut donc pas nous oublier.

Comme nous l'avons évoqué, la consommation pétrolière de la France va continuer à baisser mais notre consommation gazière pourrait augmenter. Et le pétrole restera dominant dans le secteur des transports pendant fort longtemps.

Nos messages clés aux pouvoirs publics sont les suivants: regardons les réalités énergétiques en face, établissons des scénarios réalistes sur le mix énergétique futur, tentons de mesurer les impacts, n'ajoutons pas toujours plus de contraintes pour le raffinage français et travaillons ensemble pour garantir la pérennité et la compétitivité de notre outil industriel. Nous sommes engagés dans une concurrence mondiale et l'objectif de compétitivité doit être l'une de nos priorités. Le recul de la part de l'industrie dans notre produit intérieur brut et le fait que celle-ci soit aujourd'hui largement inférieure à ce qu'elle est en Allemagne et dans l'ensemble de l'Union européenne sont des signaux d'alerte qu'il faut prendre en compte.

Par rapport aux enjeux climatiques que nous avons abordés, un autre message est que le gaz est en quelque sorte l'avenir du pétrole car cette source d'énergie constitue un bon compromis en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de satisfaction de besoins énergétiques mondiaux croissants.

